

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Emir Kir, *Bourgmestre-Président* ;  
 Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, *Échevin(e)s* ;  
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Ahmed Mouhssin, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, *Conseillers communaux* ;  
 Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Touria Laaraj, Döne Daygaran, Serob Muradyan, *Conseillers communaux*.

**Séance du 26.03.18**

---

**#Objet : Règlement communal relatif à la prime à la relance de l'activité économique des commerces à l'issue de certains travaux publics.#**

---

Séance publique

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant les nombreux travaux publics réalisés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, lesquels sont parfois lourds de conséquences pour les commerces avoisinants ;

Considérant que la réalité commerciale des périmètres impactés par les travaux précités n'est pas suffisamment prise en charge et que le régime d'indemnisation et/ou de compensation des commerçants, des indépendants ou des PME proposé par la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas toujours suffisant ;

Qu'il est donc nécessaire pour la Commune de prendre un ensemble de mesures afin de répondre de manière suffisante aux difficultés économiques rencontrées par les commerçants, les artisans et les établissements relevant du secteur de l'Horeca lors de certains travaux d'utilité publique ;

Que ce sont plus particulièrement les commerces de détail, les artisans et les établissements relevant du secteur de l'Horeca tombant sous l'application des règles particulières aux baux commerciaux qui sont visés en ce que les critères de proximité et de visibilité sont fondamentaux pour leur fonctionnement et leur viabilité économique ;

Que leur fonctionnement nécessite, en effet, avec leurs clients un contact direct et personnel qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur de leur établissement ;

Qu'il est donc raisonnable et justifié pour la Commune d'apporter un soutien financier sous forme de l'octroi d'une prime forfaitaire ;

Que le présent règlement poursuit donc l'objectif de soutenir financièrement les commerces et artisans précités durant les chantiers liés à des travaux d'utilité publique ;

**Article 1er**

Dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins peut attribuer une prime à la relance et au soutien de l'activité des commerces de détail, des artisans et des établissements relevant du secteur de l'Horeca situés dans le périmètre d'un chantier relatif à des travaux d'utilité publique.

Les demandes d'octroi de cette aide peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente et suivant les modalités et conditions reprises ci-après.

## **Article 2**

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

**§1er.** « Prime à la relance et au soutien de l'activité économique » : le montant forfaitaire octroyé par la commune à titre de soutien financier apporté à la suite de l'exécution de travaux d'utilité publique.

**§2.** « Commerce de détail » : commerce visé par la loi du 30 avril 1951 portant sur les règles particulières aux baux commerciaux. Le commerce doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

**§3.** « Artisan » : artisan dont les activités relèvent de la loi du 30 avril 1951 portant sur les règles particulières aux baux commerciaux. L'artisan doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

**§4.** « Etablissement relevant du secteur de l'Horeca » : l'ensemble des établissements proposant des services d'hébergement, de restauration et les cafés. L'établissement doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

**§5.** « Bénéficiaires » : les commerces de détail, les artisans et les établissements relevant de l'Horeca.

**§6.** « Périmètre d'un chantier » : espace géographique déterminé par le Collège des bourgmestre et échevins au sein duquel sont exécutés des travaux d'utilité publique ayant nécessité la fermeture des voiries aux véhicules à moteur pendant plus de 60 jours ouvrables durant la période visée à l'article 2§7.

**§7.** « Travaux d'utilité publique » : les travaux d'utilité publique exécutés sur le domaine public du territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, dont celle-ci ou la Région de Bruxelles-Capitale est le maître d'ouvrage ou qui en a délégué la maîtrise à un autre pouvoir public et dont la durée est fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou la Région de Bruxelles-Capitale. Cette période pourra être adaptée en fonction de la planification des travaux et sera portée à la connaissance des bénéficiaires situés dans le périmètre visé à l'article 2§6.

## **Article 3**

**§1er.** La prime forfaitaire à la relance et au soutien économique se compose annuellement et par chantier lié à des travaux d'utilité publique d'un montant forfaitaire unique de 2.000,00€ par bénéficiaire et par année.

**§2.** En cas de prolongation du chantier visé au §1er, au-delà d'une année calendrier, une nouvelle demande d'octroi du montant forfaitaire de base peut être introduite suivant les modalités prévues à l'article 4.

**§3.** Aucune prime ne sera accordée à un bénéficiaire ayant fait l'objet d'un arrêté de police durant l'année civile correspondant à sa demande.

## **Article 4**

**§1er.** La procédure administrative d'octroi de l'aide financière est la suivante :

1° La demande relative au montant forfaitaire de base doit être adressée en utilisant le formulaire «Prime à la relance et au soutien de l'activité économique des commerces et artisans à l'issue de certains travaux d'utilité publique» *ad hoc* disponible tant sur le site internet de la Commune (sjtn.brussels) que sur simple demande auprès du service des classes moyennes (rue des Deux Eglises, 131 à 1210 Bruxelles – [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels)) aux heures et jours d'ouverture de l'administration ;

2° Le bénéficiaire joint à sa demande l'attestation de nuisances délivrée, sur demande, par le service des classes moyennes, lequel confirmera, le cas échéant, que le bénéficiaire se trouve dans le périmètre visé à l'article 2§6.

3° La demande dûment complétée devra ensuite être adressée par courrier au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 13 à 1210 Bruxelles, au plus tard le premier jour du 6<sup>ème</sup> mois qui suit l'échéance de la période fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 2§7.

**§2.** Un registre de demandes est tenu en fonction de la date de réception des demandes. En tout état de cause, le cachet d'entrée du service communal traitant fait foi.

**§3.** Un accusé de réception par demande attestant que le dossier est complet sera adressé au demandeur. Les dossiers complets, conformément à l'article 4, seront soumis au Collège des bourgmestre et échevins pour décision.

**§4.** En cas de demande incomplète, le demandeur sera invité à introduire les documents manquants dans un délai de 30 jours calendrier à dater du courrier déclarant (date d'envoi) la demande incomplète.

**§5.** La décision d'octroyer une aide financière est portée à la connaissance du demandeur par courrier.

## **Article 5**

Le montant de la prime octroyée par le Collège des bourgmestre et échevins est liquidé dans un délai de 60 jours calendrier suivant la décision du Collège des bourgmestre et échevins d'octroyer la prime.

## **Article 6**

La prime forfaitaire susmentionnée pourra également être octroyée aux commerçants ou artisans ayant subi les travaux d'utilité publique liés à l'effondrement de voirie survenu sur la chaussée de Louvain, le 7 septembre 2017. Les modalités prévues par le présent règlement demeurent applicables, à l'exception du fait que la demande d'octroi de la prime prévue par l'article 4 devra être adressée au plus tard le 12<sup>ème</sup> mois qui suit l'échéance de la période fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 2§7.

## **Article 7**

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, l'aide financière versée en vertu du présent règlement doit être remboursée à la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement, en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de l'obtenir indûment.

## Article 8

Le présent règlement entre en vigueur cinq jours après sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale et ce, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Patrick Neve

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Emir Kir

POUR EXTRAIT CONFORME  
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 mars 2018

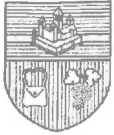
Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve



Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
L'Echevin(e) délégué(e),

Philippe Boïketé



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Emir Kir, *Burgemeester-Voorzitter* ;  
 Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, *Schepenen* ;  
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Ahmed Mouhssin, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, *Gemeenteraadsleden* ;  
 Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Touria Laaraj, Döne Dagaryan, Serob Muradyan, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 26.03.18**

---

**#Onderwerp : Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van een premie voor het herstel van de economische activiteit van de handelaars na bepaalde openbare werken.#**

---

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende de vele openbare werken uitgevoerd op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, die soms zware gevolgen hebben voor de naburige handelszaken ;

Overwegende dat de commerciële realiteit van de perimeters waarop de voornoemde werken een impact hebben niet voldoende in aanmerking wordt genomen en dat het regime van schadevergoeding en/of compensatie aan handelaars, zelfstandigen of KMO's aangeboden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet altijd voldoende is ;

Dat het dus noodzakelijk is voor de Gemeente om een reeks maatregelen te nemen teneinde voldoende tegemoet te komen aan de economische moeilijkheden die de handelaars, ambachtlieden en etablissementen die deel uitmaken van de Horecasector ervaren gedurende bepaalde werken van openbaar nut ;

Dat het meer bepaald de detailhandelszaken, de ambachtlieden en etablissementen van de Horecasector zijn die onder de toepassing vallen van de regels betreffende de handelshuur in het bijzonder die worden bedoeld aangezien de criteria van nabijheid en zichtbaarheid fundamenteel zijn voor hun werking en hun economische bestaanszekerheid ;

Dat hun werking een rechtstreeks en persoonlijk contact vereist met hun klanten, dat in normale omstandigheden plaatsvindt binnen in hun etablissement ;

Dat het dus redelijk en verantwoord is voor de Gemeente om een financiële steun te bieden in de vorm van een toekenning van een forfaitaire premie ;

Dat dit reglement de doelstelling beoogt om de voornoemde handelszaken en ambachtlieden financieel te steunen gedurende bouwplaatsen van werken van openbaar nut ;

**Artikel 1**

Binnen de perken van de kredieten die hiervoor voorzien zijn in de begroting die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad kan het College van burgemeester en schepenen een premie toekennen voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit voor detailhandelszaken, ambachtlieden en etablissementen die

deel uitmaken van de Horecasector die zich binnen de perimeter bevinden van een bouwplaats voor werken van openbaar nut.

De aanvragen voor de toekenning van deze hulp mogen worden ingediend vanaf de datum waarop onderhavig reglement van kracht wordt, onder voorbehoud van de beslissing van de desbetreffende toezichthoudende overheid en volgens de hierna vermelde modaliteiten en voorwaarden.

## **Artikel 2**

Voor de toepassing van dit reglement moet men verstaan onder :

**§1.** « Premie voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit »: het forfaitaire bedrag dat door de gemeente wordt toegekend als financiële steun naar aanleiding van de uitvoering van werken van openbaar nut.

**§2.** « Detailhandelszaak »: handelszaak bedoeld door de wet van 30 april 1951 houdende de bijzondere regels op de handelshuurovereenkomsten. De handelszaak voorzien van meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

**§3.** « Ambachtsman » : ambachtsman waarvan de activiteiten vallen onder de wet van 30 april 1951 houdende de bijzondere regels op de handelshuurovereenkomsten. De ambachtsman met meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

**§4.** « Etablissement dat deel uitmaakt van de Horecasector » : geheel van etablissementen die diensten aanbieden van logies, restaurants en café's. Het etablissement voorzien van meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

**§5.** « Begunstigden » : de detailhandelszaken, de ambachtslieden en de etablissementen die deel uitmaken van de Horeca.

**§6.** « Perimeter van een bouwplaats » : geografische ruimte vastgelegd door het College van burgemeester en schepenen waarin werken van openbaar nut worden uitgevoerd waarvoor het nodig is de openbare weg voor motorvoertuigen voor meer dan 60 werkdagen af te sluiten tijdens de termijn bedoeld in artikel 2§7.

**§7.** « Werken van openbaar nut » : de werken van openbaar nut uitgevoerd in het openbaar domein van het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarvan deze laatste of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de bouwmeester is of zij het beheer ervan heeft afgestaan aan een andere openbare overheid en waarvan de termijn bepaald is door het College van burgemeester en schepenen of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze termijn kan in functie van de planning der werken worden aangepast en zal meegedeeld worden aan de handelszaken die zich in de perimeter bedoeld in artikel 2§6 bevinden.

## **Artikel 3**

**§1.** De forfaitaire premie voor economisch herstel en ondersteuning wordt jaarlijks en per bouwplaats van werken van openbaar nut samengesteld voor een enig forfaitair bedrag van 2.000,00€ per begunstigde en per jaar.

**§2.** In geval van verlenging met meer dan één kalenderjaar van de bouwplaats bedoeld in §1 kan een nieuwe

aanvraag tot toekenning van het forfaitair basisbedrag worden ingediend volgens de modaliteiten voorzien in artikel 4.

§3. Er zal geen enkele premie worden toegekend aan een begunstigde die het voorwerp heeft uitgemaakt van een politiebepaling gedurende het kalenderjaar waarin de aanvraag wordt ingediend.

#### **Artikel 4**

§1. De administratieve procedure voor de toekenning van de financiële hulp is de volgende :

1° De aanvraag voor het forfaitair basisbedrag moet worden verzonden door het formulier "premie voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit van de handelaars en ambachtslieden na bepaalde werken van openbaar nut" te gebruiken ad hoc beschikbaar, zowel op de website van de Gemeente (sjtn.brussels) als op eenvoudige aanvraag bij de dienst Middenstand (Tweckerkenstraat 131 te 1210 Brussel – [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels)) tijdens de openingsdagen en -uren van het gemeentebestuur ;

2° De begunstigde voegt bij zijn aanvraag het attest van hinder, op aanvraag afgeleverd door de dienst Middenstand, die desgevallend zal bevestigen dat de begunstigde zich bevindt in de perimeteer bedoeld in artikel 2§6.

3° De naar behoren ingevulde aanvraag dient vervolgens per brief worden verzonden naar het College van burgemeester en schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, Sterrenkundelaan 13 te 1210 Brussel, ten laatste de eerste dag van de 6<sup>de</sup> maand die volgt op de vervaldag van de periode vastgesteld door het College van burgemeester en schepenen of door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 2§7.

§2. Er wordt een register van aanvragen bijgehouden in functie van de ontvangstdatum van de aanvragen. In ieder geval geldt de stempel van ontvangst van de gemeentedienst als bewijs.

§3. Er zal per aanvraag een ontvangstbewijs dat bevestigt dat het dossier volledig is, naar de aanvrager gestuurd worden. De dossiers die, in overeenstemming met artikel 4, volledig zijn, zullen ter beslissing voorgelegd worden aan het College van burgemeester en schepenen.

§4. Indien de aanvraag niet volledig is, zal de aanvrager uitgenodigd worden om de ontbrekende documenten in te dienen binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf het schrijven (verzenddatum) dat verklaart dat de aanvraag onvolledig is.

§5. De beslissing om financiële hulp toe te kennen wordt per briefwisseling aan de aanvrager meegedeeld.

#### **Artikel 5**

Het bedrag van de premie, die door het College van burgemeester en schepenen wordt toegekend, wordt vereffend binnen een termijn van 60 kalenderdagen volgend op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen om de premie toe te kennen.

#### **Artikel 6**

De bovenvermelde forfaitaire premie kan tevens worden toegekend aan de (ambachtelijke) handelszaken die de werken van openbaar nut hebben ondergaan met betrekking tot de wegverzakking die plaatsvond op de Leuvensesteenweg op 7 september 2017. De modaliteiten voorzien door dit reglement blijven van toepassing, met uitzondering van het feit dat de aanvragen tot toekenning van de premie voorzien door

artikel 4 ten laatste dient te worden verzonden in de 12de maand die volgt op de vervaldag van de periode vastgesteld door het College van burgemeester en schepenen of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 2§7.

### Artikel 7

Zonder afbreuk te doen aan de beschikkingen van het Strafwetboek, moet in geval van onjuiste of bedrieglijke aangifte met als doel de genoemde premie op onrechtmatige wijze te verkrijgen, de financiële hulp die krachtens onderhavig reglement gestort werd terugbetaald worden aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de daaraan verbonden interesten die berekend worden tegen de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot terugvordering.

### Artikel 8

Onderhavig reglement treedt in werking vijf dagen na de publicatie ervan in overeenstemming met artikel 114 van de nieuwe gemeentewet en onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Patrick Neve

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Emir Kir

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Joost-ten-Node, 28 maart 2018

In opdracht :  
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
De afgevaardigde Schepenen,

Philippe Boïketé